

Entre les milices pro-Téhéran en Irak, les graines de la discorde

OLJ / Par Soulayma MARDAM BEY 14 janvier 2021 à 00h00

Des divergences croissantes opposent les factions affiliées à l'Iran autour d'enjeux d'argent et de pouvoir.

« Le père du Hachd est parti, mais son oncle est toujours là. » Dans un vidéo-clip de propagande qui circule sur les plates-formes des milices pro-iraniennes en Irak, on tente une expérience délicate : attribuer au successeur de Abou Mahdi al-Mohandis au poste de vice-président et de leader de facto des forces de mobilisation populaire (PMFs) de grandes vertus. Sur fond de musique martiale et d'un discours aussi véhément que rimé, les images défilent mettant en scène un Abou Fadek al-Mohammedawi comme petit père du peuple, ou, tout du moins, de combattants officiant au sein de la coalition paramilitaire. L'homme apparaît tantôt solennel – tout vêtu de noir, rajustant sa veste avant d'agiter sa main gauche en signe de salut – tantôt sur le terrain, le crâne couvert d'un bonnet noir, portant des lunettes de soleil et tapotant affectueusement sur le cou le milicien à sa droite.

Mais l'ambiance sonore qui accompagne cette succession de clichés semble avant tout viser à donner du relief à un personnage loin de faire l'unanimité. Car lorsque Abou Fadek, de son nom de guerre, prend ses fonctions en février 2020, il le fait dans un contexte hautement explosif, dans le sillage de l'élimination par Washington d'Abou Mahdi al-Mohandis et de Kassem Soleimani, ancien commandant en chef de l'unité d'élite al-Qods au sein des gardiens de la révolution iranienne. Le duo de choc que formaient les deux hommes était à l'origine de la mainmise progressive de Téhéran sur l'Irak, de la quasi-transformation du pays en province de la République islamique. La disparition des deux militaires s'est traduite par un vide politique, par l'émergence d'un espace dépouillé de ses figures les plus emblématiques que ne tarderaient pas à se disputer les différentes factions qui composent le Hachd.

Formée en 2014 après un appel lancé aux citoyens par le grand ayatollah Ali Sistani – la plus haute autorité religieuse chiite du pays – pour lutter contre l'État islamique, la coalition rassemble des groupes préexistants et de nouvelles factions. Officiellement intégrées aux forces armées irakiennes depuis 2016, elles agissent le plus souvent, dans les faits, de manière autonome et prennent leurs ordres directement de Téhéran. Les divisions au sein du Hachd ne sont pas chose nouvelle. Les factions qui l'ont composé jusque-là regroupent des sistanistes, partisans d'une ligne chiite irakiste et liés aux mausolées des villes saintes de Kerbala et de Najaf; des khaménistes, majoritaires, et liés à Qom ; et des sadristes, partisans du puissant clerc chiite populiste Moqtada Sadr, qui a, depuis 2003, tour à tour joué la carte de la lutte armée contre l'occupation américaine avant de se faire le héraut du nationalisme irakien puis de revenir à un discours d'union sacrée contre Washington après le double assassinat de janvier 2020.

Kataëb Hezbollah vs Asaib Ahl al-Haq

Quand, il y a presque un an, la plus puissante milice chiite au sein des PMFs, le Kataëb Hezbollah, annonce la nomination d'Abou Fadek à son nouveau poste, c'est une levée de bouclier qu'il faut affronter. Les Unités Atabat liées à l'ayatollah Ali Sistani s'opposent fermement à la promotion d'un homme pour laquelle elles n'ont pas été consultées. Bien que le « Khal », tel qu'il est surnommé, ait été pressenti avant même la mort de Mohandis pour lui succéder, des dissensions sont apparues au sein même du Kataëb Hezbollah quant à sa nomination. « Un nouveau facteur à prendre en compte est la compétition au sein même de Kataëb Hezbollah entre Abou Hussein, le secrétaire général et le commandant des opérations spéciales au sein de la milice, et Abou Fadek, à la tête des forces de Kataëb Hezbollah au sein du Hachd », explique Michael Knights, expert de l'Irak au sein du Washington Institute for Near East Policy.

Les tensions sont aussi à leur comble entre les factions pro-Téhéran. En l'absence d'une figure d'envergure pour les maintenir unies et les faire marcher au pas, les appétits des uns et des autres se font sentir avec plus de voracité qu'auparavant, en particulier entre Kataëb Hezbollah et Asaib Ahl al-Haq (AHH), dont Qais al-Khazali est le fondateur et actuel commandant. « Qais al-Khazali considère avoir payé un prix exorbitant en étant placé sur les listes de sanctions du Trésor américain. En conséquence, la nomination de Abou Fadek pour succéder à Abou Mahdi al-Mohandis, sans qu'aucun dirigeant au sein des Asaib ou proche de la faction ne soit pris en compte, a renforcé la fracture avec Kataëb Hezbollah », décrypte Ihsan al-Shammari, directeur de l'Iraqi Center for Political Thought. Le département du Trésor américain a sanctionné en décembre 2019 Qais al-Khazali pour son « implication dans de graves violations des droits humains en Irak », en référence aux exactions commises par des milices proches de Téhéran contre les contestataires irakiens participant à l'intifada déclenchée en octobre 2019 et dénonçant, entre autres, le joug de l'Iran sur leur pays. Début janvier 2020, Asaib Ahl al-Haq est ensuite désignée comme une organisation terroriste étrangère tandis que Qais al-Khazali et son frère Laith sont placés sur la liste des terroristes internationaux spécialement désignés du gouvernement américain.

Depuis l'assassinat de Kassem Soleimani et de Abou Mahdi al-Mohandis, la concurrence entre les différentes brigades se traduit par l'envoi de signaux contradictoires. En novembre dernier, des roquettes avaient été lancées contre la mission diplomatique américaine dans la zone verte de Bagdad, rompant avec une trêve qui avait duré un mois. Côté Kataëb Hezbollah, on nie toute implication et appelle à l'accalmie. Un alignement sur la ligne iranienne qui préconise la prudence en attendant l'arrivée au pouvoir de Joe Biden aux États-Unis, suite à la visite de Esmail Qaani – successeur de Soleimani – à Bagdad fin novembre pour ordonner aux factions de mettre un terme à leurs attaques contre les intérêts occidentaux, le temps que Donald Trump rende les clés de la Maison-Blanche.

Côté Asaib Ahl al-Haq en revanche, on joue la carte de la défiance. En témoigne une sortie de Qais al-Khazali dans une interview télévisée qui n'est pas passée inaperçue : « Les Américains occupent notre pays, pas le vôtre. Nous ne vous écouterons plus, car nos motivations sont à 100 % nationalistes. » Coup d'éclat ?

Imprudence? Trois raisons semblent expliquer l'attitude du numéro un de Asaib Ahl al-Haq. « Qais al-Khazali veut délivrer un message à Téhéran, car il sent que l'Iran ne prend pas suffisamment au sérieux sa faction en Irak et cherche à travers ce discours à ce que son rôle, sa présence et son poids soient davantage reconnus », avance Ihsan al-Shammari. Qais al-Khazali serait aussi soucieux de prouver que les Asaib ne sont pas à la solde de la République islamique et que la milice dispose d'une certaine autonomie. Une démarche qui répond à un double objectif. Il s'agit d'abord de gagner le soutien d'une partie de la rue irakienne qui a l'Iran dans son collimateur, à plus forte raison dans un contexte marqué par la perspective d'élections législatives prochaines, prévues pour juin 2021. « C'est un message politique parce qu'en fonction des élections, il veut se présenter sous un aspect plus convenable qui lui permettrait de nouer des alliances avec d'autres forces qui pourraient être réticentes s'il restait complètement inféodé à l'Iran », résume Ihsan al-Shammari. Il s'agit, ensuite, de signifier à Washington que Asaib Ahl al-Haq dispose de son propre agenda et qu'il n'est pas calqué sur celui de Téhéran, « que c'est avec elle qu'il faut directement traiter », dit le spécialiste.

La discorde grandissante entre différentes factions au sein du Hachd est symptomatique du profond ancrage des milices pro-Téhéran dans le pays. Pour les contestataires irakiens, ces factions sont non seulement un obstacle à la souveraineté de l'Irak, mais sont aussi les artisans de la corruption qui gangrène toutes les strates de la société et de l'État. Nombreux sont les chefs de milices qui comptent aujourd'hui parmi les hommes les plus riches dans un pays où l'escroquerie est devenue structurelle à travers notamment les fraudes bancaires ou encore le détournement de l'argent public. Les check-points sont devenus des lieux quotidiens d'extorsion. Et depuis la mort de Abou Mahdi al-Mohandis, les factions n'hésitent plus à empiéter sur les platebandes des uns et des autres. Courant décembre, Middle East Eye rapportait ainsi que Asaib Ahl al-Haq et Kataëb Hezbollah avaient failli en venir aux armes lorsque des miliciens appartenant à la première avaient tenté d'ériger des check-points dans les zones sous contrôle de la seconde, en imposant de surcroît des « taxes » supplémentaires aux camions en provenance de Syrie.

Scénario à la libanaise

D'après des sources proches du bureau du chef officiel du Hachd, Faleh al-Fayyad, et citées par al-Araby al-Jadeed, l'un des désaccords actuels les plus importants parmi les dirigeants des principales factions réside dans la redistribution des zones d'influence au cœur des régions libérées de l'État islamique entre les différents groupes, notamment du fait des gains économiques sur lesquels mise chaque faction, à travers, entre autres, la contrebande transfrontalière avec la Syrie. Certes, cette concurrence existait déjà auparavant. Mais du moins y avait-il les figures rassembleuses de Kassem Soleimani et de Abou Mahdi al-Mohandis pour apaiser les relations intermiliciennes. Le successeur du premier, Esmail Qaani, ne bénéficie ni de la même aura, ni du même charisme, ni du même réseau en Irak. « Il a pour l'heure échoué à unifier tous les groupes armés afin qu'ils paraissent comme une seule force cohérente suivant une directive claire », résume Ihsan al-Shammari. Mais au-delà de la personnalité moins charismatique du nouveau commandant en chef d'al-Qods, le

contexte régional est aujourd'hui différent. « Qaani fait face à une certaine opposition populaire à l'ingérence de l'Iran dans les affaires internes irakiennes, aux restrictions budgétaires dues aux sanctions américaines contre l'Iran et à la pandémie de Covid-19. Dans de telles conditions, n'importe quel commandant au sein d'al-Qods aurait été défié, même Soleimani », nuance Ali Alfoneh, spécialiste de l'Iran et chercheur auprès de l'Arab Gulf States Institute basé à Washington.

Téhéran est aujourd'hui confronté à un triple défi : les graves crises économiques irakienne et iranienne qui se nourrissent l'une l'autre et l'éventualité que certaines milices telles que Asaib Ahl al-Haq deviennent réellement hors de contrôle. Mais dans le même temps, la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine ouvre la perspective d'une reprise possible des négociations entre la République islamique et Washington avec, à la clé, un allègement des sanctions. Dans ces conditions, l'Iran semble, du moins sur la forme, plus enclin au compromis, à plus forte raison alors qu'il se doit de trouver de nouvelles sources de financement pour ses alliés en Irak. Une forme de scénario à la libanaise où l'Iran n'empêchera pas la mise en place d'un gouvernement proche des Occidentaux tout en s'assurant que ce sont ceux qui lui sont affiliés qui tiennent véritablement les rênes du pouvoir. « La première étape du changement sera probablement le remplacement de Falah al-Fayyadh en tant que chef civil du Hachd par un membre choisi parmi les partisans de Sistani », avance Michael Knights. « Dans l'immédiat, je ne pense pas qu'il soit possible d'imaginer une réforme des PMFs. Mais à moyen terme, s'il y a négociation entre Washington et Téhéran, cela pourrait éventuellement inclure une réforme du Hachd, analyse de son côté Ihsan al-Shammari, mais cela ne signifie pas que ces forces – à supposer qu'elles s'intègrent dans la normalité de l'État irakien – ne puissent jouer la carte de la résistance, revenir à leur rôle quasi autonome quand cela sert leurs intérêts. »

Un an après la mort de Soleimani, l'Iran contraint de faire profil bas

OLJ / Par Antoine AJOURY 04 janvier 2021 à 00h00

Bruit de bottes au Proche-Orient. L'année 2021 commence comme celle qui l'a précédée, avec une montée des tensions entre l'Iran et les États-Unis.

Fin décembre 2020, les renseignements américains signalent ainsi une « menace réelle d'attaques » contre des intérêts et du personnel américains en Irak. Des avertissements lancés quelques jours avant le premier anniversaire de l'assassinat par un drone américain, à la sortie de l'aéroport de Bagdad dans la nuit du 3 janvier 2020, du général Kassem Soleimani, commandant de la force al-Qods, branche des gardiens de la révolution chargée des opérations extérieures de l'Iran et architecte de la stratégie iranienne au Moyen-Orient, et d'Abou Mahdi al-Mouhandis, le numéro deux d'al-Hachd al-Chaabi, coalition de combattants pro-Iran.

La zone verte à Bagdad, où se trouve l'ambassade américaine, ressemblait au cours du week-end passé à une forteresse en état d'alerte maximale. Autour de la zone, des centaines de véhicules militaires étaient postés tous les 50 mètres,

accompagnés de soldats armés jusqu'aux dents. L'ambassade a également décidé de retirer une partie de son personnel pour des raisons de sécurité.

Depuis une dizaine de jours, Washington et Téhéran s'accusent mutuellement de faire monter des tensions après le tir, le 20 décembre, d'une vingtaine de roquettes qui ont atterri près de l'ambassade américaine. Des tirs attribués à des milices proches de l'Iran qui veulent venger la mort d'al-Mouhandis.

Les États-Unis ont, pour leur part, envoyé des bombardiers B-52 dans la région du Golfe dans une démonstration de force dirigée contre l'Iran, alors qu'un sous-marin et des renforts militaires déployés dans le Golfe font craindre l'éventualité d'une frappe américaine que le président Donald Trump pourrait ordonner avant de quitter la Maison-Blanche le 20 janvier. L'imprévisibilité maintes fois prouvée du locataire de la Maison-Blanche, lui qui a approuvé l'opération contre Soleimani malgré les risques encourus, laisse redouter un embrasement de la région en cas de conflit entre les États-Unis et l'Iran. Selon plusieurs médias, le président aurait d'ailleurs convoqué récemment une réunion avec les plus hauts responsables afin d'envisager les options militaires possibles contre l'Iran avant son départ.

Israël, de son côté, a déployé un de ses cinq sous-marins dans le golfe Arabo-Persique en franchissant le canal de Suez avec l'accord de l'Égypte, alors que le chef d'état-major des armées des États-Unis, le général Mark Milley, a effectué dernièrement une visite à Tel-Aviv où il a rencontré son homologue israélien, le général Aviv Kohavi.

« Vengeance »

Cette montée des tensions contraste avec une année relativement en retrait pour les Iraniens. Suite à l'assassinat de Soleimani, Téhéran a immédiatement répliqué en frappant deux bases militaires en Irak, blessant au moins cent militaires américains et détruisant quelques infrastructures. Aucun Américain n'a toutefois été tué, et un calme précaire est rapidement revenu, les deux parties s'estimant relativement satisfaites du résultat.

Mais l'assassinat de Soleimani demeure une grosse affaire en Iran. Des centaines de milliers de personnes en pleurs ont participé aux funérailles nationales organisées en son honneur après son assassinat. Du jamais-vu depuis le décès de l'ayatollah Khomeyni en 1989. Officiels et population ont crié « vengeance ». Des foules monstres ont envahi les larges avenues des villes d'Ahvaz et de Machhad, en suivant la dépouille de Soleimani, aux cris de « Mort à l'Amérique ».

À cette époque, Donald Trump avait menacé de détruire 52 sites iraniens, dont des lieux historiques, si Téhéran attaquait des objectifs américains.

Les menaces iraniennes ont été réitérées au début de cette nouvelle année. Lors d'une cérémonie pour marquer l'assassinat de Soleimani, le chef de l'autorité judiciaire, Ebrahim Raïssi, a affirmé que « le président américain et les autres responsables qui ont ordonné cet assassinat ne seront nulle part en sécurité sur cette Terre ».

Toutefois, sur le terrain, les Iraniens semblent avoir refait leurs calculs. Entre un Trump imprédictible et l'attente d'un changement à la tête de l'administration américaine, confirmée par l'élection de Joe Biden en novembre dernier, Téhéran

a joué la carte du temps pour faire passer ces quelques mois restants sans confrontation avec les Américains.

Profil bas

Le changement de politique est visible par rapport aux actions provocatrices iraniennes de ces dernières années. On se rappelle ainsi du sabotage de navires sur les côtes des Émirats arabes unis, des frappes de drone contre les installations pétrolières en Arabie saoudite en septembre 2019, suivis par la saisie de plusieurs navires près du détroit d'Ormuz, sans oublier les attaques de missiles en novembre 2020 contre Israël au Golan syrien. Or, durant toute l'année écoulée, l'Iran a fait profil bas dans la région malgré les provocations américaines et israéliennes.

Côté américain, le président Trump a poursuivi sa politique de « pression maximale » via l'imposition de sanctions. Dernières en date, le 8 octobre dernier, des sanctions ont frappé les 18 principales banques iraniennes, ébranlant encore plus une économie iranienne au bord du précipice. Mais c'est surtout sur le plan sécuritaire que les Iraniens ont subi une véritable humiliation en 2020, sans broncher, avec l'élimination, par un commando, près de Téhéran, du père du programme nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh, fin novembre. Sans oublier le numéro deux d'el-Qaëda, Abou Mohammad el-Masri, tué le 7 août dans les rues de la capitale iranienne par un commando mené, selon des médias américains, par des agents israéliens pour le compte des États-Unis.

Recul de l'influence régionale

Les Iraniens ont également subi un affront important en Irak avec l'arrivée au pouvoir en mai de Moustapha al-Kazimi à la tête d'un nouveau gouvernement. Cet ancien chef des renseignements est réputé proche des États-Unis. Sa nomination semble indiquer un recul de l'influence iranienne dans le pays, alors que, depuis un an, des manifestants antigouvernement attaquent systématiquement la mainmise iranienne sur les institutions irakiennes, brûlant à deux reprises le consulat iranien. M. Kazimi a également tenté de mettre au pas les milices chiites pro-iraniennes, sans grand succès jusqu'à présent.

En Syrie, Téhéran a continué de recevoir les coups sans réagir. « L'enracinement de l'Iran en Syrie ralentit en raison des opérations de l'armée israélienne qui se sont intensifiées au cours de l'année écoulée », a déclaré le chef d'état-major Aviv Kochavi début décembre, cité par le Jerusalem Post. « Nous avons atteint plus de 500 objectifs cette année sur tous les fronts, en plus de multiples missions clandestines », a ajouté le général Kochavi. Selon Israël, les frappes en Syrie ont détruit une quantité importante d'armes. Et ces derniers mois, l'Iran a également réduit considérablement le nombre de vols de fret utilisés pour faire passer des armes en Syrie. Par ailleurs, des bases et des camps iraniens ont été déplacés de la région autour de Damas vers le nord et l'est de la Syrie, alors que le nombre de soldats et de miliciens iraniens a considérablement diminué.

Au Liban aussi, les Iraniens semblent perdre du terrain. La révolution du 17 octobre ainsi que les pressions financières américaines sur le Hezbollah ont mis ce dernier au pied du mur. Acculé, le parti chiite libanais pro-iranien joue à l'équilibriste pour se maintenir à flot sur le plan politique interne et sur le plan

économique. Le parti de Dieu a pour la première fois été fortement contesté par la rue lors des manifestations populaires, et ce même dans son pré carré.

La tension, qui a sensiblement augmenté à l'approche de l'anniversaire de la mort de Soleimani, montre toutefois clairement que les Iraniens sont toujours tenaces. La perte du chef de la force al-Qods n'a pas entamé leur détermination. Mais un an après l'assassinat, la donne a changé au Proche-Orient, notamment avec les accords de normalisation entre Israël et quatre pays arabes, principalement dirigés contre l'Iran, d'une part, et la politique de plus en plus agressive de la Turquie d'Erdogan, d'autre part. En bons joueurs d'échecs, les Iraniens ont pris leur mal en patience, en attendant le moment opportun pour prendre leur revanche.

[L'EI revient sur le devant de la scène en Syrie](#)

OLJ / Par Caroline HAYEK

11 janvier 2021

Le groupe jihadiste État islamique a multiplié les attaques sur le territoire syrien au cours des dernières semaines, faisant craindre une augmentation substantielle de sa capacité de nuisance. L'aviation russe continuait de frapper hier en journée des positions de l'EI dans la province de Hama, après 72 heures de raids intenses notamment dans la région de Raqqa et de Homs. Depuis le 1er janvier, Moscou a effectué près de 400 raids aériens en Syrie. Ces opérations s'inscrivent en représailles à plusieurs attaques, embuscades et explosions qui ont coûté la vie à des forces du régime de Damas. Au moins 19 soldats progouvernementaux auraient été tués lors des affrontements ces dernières 48 heures, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Samedi, sept miliciens affiliés au régime ont également péri dans la province de Deir ez-Zor, alors qu'ils étaient en opération à al-Chola pour tenter d'y débusquer des jihadistes. Quinze soldats de l'armée régulière sont en outre toujours portés disparus, alors qu'ils circulaient en direction de l'est de Hama dans un bus, retrouvé calciné vendredi soir. Ce scénario est le même que celui utilisé par l'EI le 30 décembre dernier. Trente-neuf soldats qui partaient en congé avaient alors été tués dans l'embuscade de leur bus vers Deir ez-Zor, ce qui a constitué l'une des attaques les plus meurtrières depuis la chute du califat en mars 2019. Le groupe État islamique a revendiqué l'attentat en déclarant que les soldats faisaient partie de la quatrième division de l'armée syrienne, dirigée par Maher el-Assad, qui prend part aux opérations des milices iraniennes notamment dans la région de Boukamal à la frontière irakienne. Cette attaque de grande envergure constitue « une preuve de plus de l'incapacité totale de Damas et de ses alliés russe et iranien de vaincre, ou du moins contenir l'État islamique », analyse dans un tweet Charles Lister, du Middle East Institute. Cette attaque a contraint le régime à annuler les célébrations du 31 décembre à la télévision d'État en solidarité avec les familles des victimes, dont certaines n'ont pas hésité à dénoncer publiquement la négligence du régime syrien à protéger ses soldats.

Coups durs

En frappant au cœur des zones d'influence loyalistes, le groupe jihadiste montre qu'il est en mesure de perpétuer le chaos, puisque les opérations s'intensifient et s'étendent à travers le territoire. Depuis mars 2019, l'OSDH a documenté la mort d'au moins 1 177 soldats loyalistes de nationalités syrienne et non syrienne, dont au moins deux Russes, et 145 miliciens non syriens soutenus par l'Iran. Tous ont été tués dans des attaques, des attentats à la bombe et des embuscades de l'EI, à l'ouest de l'Euphrate dans les déserts de Deir ez-Zor, Homs et de Soueida. 633 jihadistes auraient en outre été abattus.

La perte de son territoire en Irak et en Syrie ainsi que la mort de son leader Abou Bakr el-Baghdadi en 2019 ont certes été des coups très durs pour le groupe terroriste mais n'ont pas signé sa mort pour autant. En devenant une organisation clandestine, l'EI a montré sa capacité à multiplier les attentats, certes moins spectaculaires, mais suffisamment importants pour terroriser les populations et mettre en déroute le régime et ses alliés dans les pans de territoire reconquis. L'EI profite notamment en Syrie d'une dynamique favorable, alors que le chaos politique se poursuit, tout comme le partage du gâteau entre les Turcs, les Russes, les Iraniens et le régime baassiste. Dans la riche province de Deir ez-Zor notamment, les attaques de l'EI qui se sont multipliées depuis le mois d'avril dernier constituent une épine dans le pied des milices iraniennes et russes affiliées au régime et stationnées sur place. En août dernier, un général russe avait notamment été tué par un engin explosif aux côtés d'un chef de la Défense nationale, une attaque revendiquée par le groupe jihadiste. Une chasse à l'homme est depuis lancée, et une augmentation des exécutions de civils soupçonnés par les milices chiites d'appartenir à l'EI a provoqué la gronde des tribus locales. Le groupe profite du fait que les populations locales à majorité sunnite ne supportent plus la présence des milices chiites. Elles voient également d'un mauvais œil le contrôle exercé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) à Raqqa et Deir ez-Zor notamment. Un double contexte qui explique en partie l'escalade des opérations de l'EI dans ces régions. En décembre dernier, les États-Unis ont achevé le retrait de leurs troupes du nord-est de la Syrie, redéployé et réduit leur contingent militaire pour maintenir environ 600 soldats stationnés dans le reste du pays. L'administration sortante du président Donald Trump a en outre annoncé sa volonté de retirer 500 soldats mi-janvier pour n'en laisser que 2 500 en Irak. Le vide laissé par les forces américaines à la tête de la coalition anti-EI couplé à l'incompétence de Damas et ses alliés sont une aubaine pour le groupe État islamique. La ministre française des Armées Florence Parly s'est notamment inquiétée hier de la « résurgence » du groupe jihadiste en Irak et en Syrie, contre lequel les militaires français restent mobilisés au sein d'une coalition internationale conduite par Washington.

Cette situation pourrait notamment renforcer le discours de propagande du régime syrien qui lie son incapacité à contrer la résurgence de l'EI sur son territoire aux sanctions internationales qui pèsent au-dessus de sa tête, alors que ce sont ses ressources insuffisantes et des années de multiples crises structurelles qui l'empêchent en partie de sécuriser le pays. La menace de l'EI sert ainsi de

prétexte au président syrien pour appeler à l'aide la communauté internationale pour en finir avec ce fléau.

Libye. Le Fezzan, une région en lutte contre sa marginalisation

ASMA SAÏD – OrientXXI 24 DÉCEMBRE 2020

Le Fezzan est une région hautement stratégique de la Libye en raison de ses ressources pétrolières. Profondément divisés, abandonnés par le gouvernement d'union nationale de Tripoli, les Toubous et les Touaregs qui l'habitent se sont unifiés contre les offensives du maréchal Khalifa Haftar dans la région. Mais pour eux, les perspectives politiques restent bouchées.

Quand on évoque la guerre en Libye, l'attention se porte sur la Cyrénaïque, à l'est, aux mains du gouvernement de Tobrouk, et sur la Tripolitaine, à l'ouest, tenue par le gouvernement d'union nationale (GNA). Au sud du pays, la région du Fezzan se retrouve oubliée alors qu'elle constitue une zone hautement stratégique dont le ralliement à l'un ou l'autre des belligérants pourrait se révéler déterminant dans la victoire de l'un des camps.

Les trois principales composantes ethniques du Fezzan : arabe, touboue et touarègue avoisinent 10 % de la population du pays, soit environ 500 000 personnes. Elles se concentrent essentiellement autour des villes de la capitale administrative Sebha (140 000 habitants), siège de l'ethnie arabe *kadhafa* dont était issu le colonel Mouammar Kadhafi, de Mourzouq (50 000 habitants), fief toubou, et d'Oubari, bastion touareg, deux fois plus petit que Mourzouk.

La compétition pour conquérir ce territoire n'est pas nouvelle. Entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e (jusqu'en 1951 quand la Libye accède à l'indépendance), après avoir concentré leurs efforts sur le littoral, les puissances coloniales se sont efforcées d'étendre leur domination sur cette région semi-désertique. L'empire ottoman puis l'Italie, le Royaume-Uni et la France lui ont porté une attention particulière, comprenant que le reste du pays dépendait en partie de ses ressources géostratégiques et de son ouverture sur le Sahara pour sa prospérité économique.

Lorsque la Libye était divisée en trois provinces (calquées sur le découpage régional actuel), le Fezzan avait peu de liens politiques et administratifs avec les deux autres entités régionales. Bien qu'administrées par des autorités distinctes et avec des ambitions politiques différentes, la Tripolitaine et la Cyrénaïque maintenaient des liens politico-économiques étroits. La Tripolitaine a tôt manifesté le souhait de devenir une République d'inspiration démocratique, alors que la Cyrénaïque, sous l'autorité de l'émir Mohamed Idris El-Mahdi El-Senussi, adoubé par les Britanniques, avait une vision plus conservatrice du pouvoir. Mohamed Idris sera proclamé roi au moment de l'accession de la Libye à l'indépendance en 1951 ; puis il sera renversé par Kadhafi en 1969.

Après l'indépendance de l'émirat de Cyrénaïque proclamée par Idris en 1949, le roi encourage les deux autres provinces à lui emboîter le pas. Mais les désaccords entre les provinces aux peuplements hétérogènes, aux marchés économiques distincts et soumises à différentes influences étrangères les conduisent à opter pour une organisation fédérale dans laquelle chacune s'administre de façon autonome sous l'autorité du roi. Cette organisation reçoit l'assentiment de l'assemblée générale des Nations unies et est garantie par la Constitution du 24 décembre 1951 qui consacre l'indépendance du pays.

UNE ADMINISTRATION FRANÇAISE EN 1943

Auparavant, à partir de 1943, le Fezzan fut occupé et administré par la France. Au début des années 1950, avant même la proclamation de l'indépendance du royaume, des traités provisoires à vocation militaire et financière et renouvelables tous les six mois sont conclus entre la France et la Libye. Dans ce cadre, Paris déploie des conseillers auprès des instances fédérales du pays afin de s'assurer que l'aide versée au budget libyen serait intégralement redistribuée dans le Fezzan. Concrètement, il s'agit de conserver une emprise militaire dans cette zone stratégique qui lui permette de relier l'Algérie et les quatre colonies de l'Afrique-Équatoriale française : le Gabon, l'actuelle République du Congo, le Tchad et l'ex-Oubangui-Chari devenu la République centrafricaine. La France obtient également le droit d'exploiter les routes et les aéroports du Fezzan comme celui de Sebha, siège de l'administration française, ainsi que ceux de Ghat et de Ghadamès.

Toutefois, peu à peu, l'État fédéral revient sur ces accords et reprend la main sur cette région où la présence française est contestée. Finalement, en novembre 1954, la France est contrainte de se retirer et se résout à louer les bases aériennes qu'elle utilisait jusqu'alors.

Quand éclate la guerre d'Algérie le 1^{er} novembre 1954, la France se voit refuser le renouvellement des accords provisoires et est sommée par le gouvernement libyen de quitter le Fezzan avant le 31 décembre. Or, à mesure que le conflit s'intensifie en Algérie, cette région, espace potentiel de transit pour le trafic d'armes ou de repli pour les insurgés de l'est algérien apparaît comme stratégique pour les autorités françaises. Malgré d'intenses tractations diplomatiques, la France lâchée par les Britanniques et les Américains toujours présents en Libye, isolée sur le plan international doit accepter, le 10 août 1955, de signer un traité actant son retrait définitif de la région. Elle obtient cependant une période de transition et plusieurs garanties, dont l'accès aux aéroports, l'utilisation de certaines routes et, en concertation avec le gouvernement fédéral, l'assurance de pouvoir défendre le Fezzan si ce territoire était attaqué — ou, plus sûrement, s'il se transformait en refuge pour les combattants algériens.

ZONE DE TRANSIT DU PÉTROLE ALGÉRIEN

De plus, la France se voit octroyer des concessions pour le compte de compagnies pétrolières qui, présentes en Libye depuis 1954, exploitent les gisements d'Al-Jurf et de Mabrouk dans le bassin de Syrte, mais également ceux d'Al-Sharara dans le bassin de Mourzouk. Enfin, elle obtient gain de cause sur le

respect du tracé de la frontière algéro-libyenne qui lui garantit de conserver les gisements algériens d'Edjeleh.

C'est d'ailleurs la découverte, en 1956, d'importants gisements de pétrole du côté d'Edjeleh qui conduit les Français à réévaluer leur intérêt stratégique pour le Fezzan et à accepter de s'en retirer. Jusque-là, dans les négociations, les autorités françaises s'arc-boutaient autour de la question de leur maintien dans la région pour des raisons politico-militaires. Avec la mise au jour de ces gisements, elles vont assouplir leur position et négocier leur retrait en échange de concessions leur permettant de tirer profit des routes et de certaines infrastructures. Le Fezzan est considéré comme une zone indispensable de transit du pétrole algérien vers la métropole, au moment même où la nationalisation de la compagnie du canal de Suez le 26 juillet 1956 menace ses approvisionnements. Les autorités françaises espèrent obtenir, en contrepartie de leur retrait, la possibilité d'accéder aux aéroports libyens et au port de Zouara sur la côte nord pour envoyer le pétrole algérien vers l'Hexagone, à ce moment-là le trajet le plus praticable et le plus court.

En Libye, le pétrole est autant un élément catalyseur que fédérateur, mais ce qui autrefois stimulait l'unité du pays tend maintenant à le diviser. Sa découverte en Cyrénaïque à la fin des années 1950 conduit le pouvoir central à œuvrer plus activement pour l'unification économique et politique du pays, alors que le peuple libyen exprime alors un sentiment d'appartenance au monde arabe.

Dès lors, l'unification politique du pays dépend de la question de la répartition des richesses, et la renégociation du contrat social qui unissait les trois États s'impose. En 1963, entérinant l'adoption d'une nouvelle Constitution, le roi Idris décrète la fin du système fédéral et l'unification des trois entités qui composent le pays.

L'ENJEU DE L'OR NOIR

La Libye dispose des plus grosses réserves d'hydrocarbures du continent africain. En 2011, à la veille de la révolution libyenne, 80 % de la production du pays est exportée vers l'Europe (dont la moitié vers l'Italie, l'Allemagne et la France). Même si les gisements de pétrole se situent pour une grande partie en Cyrénaïque, ils constituent un enjeu d'envergure dans les luttes d'influence qui se mènent au Fezzan où se trouve le plus gros champ de pétrole du pays, à l'ouest de la ville d'El-Sharara, dans le désert de Mourzouk. Ce site, implanté dans un bassin qui accueille également celui d'El-Feel, représente à lui seul près du tiers de la production libyenne.

Lors de la seconde guerre civile libyenne, entre 2014 et 2015, la question du pétrole enflamme les rapports interethniques au sud, notamment entre les Toubous et les Touaregs. Dans le Fezzan, les Touaregs sont davantage implantés à l'ouest, du côté de la frontière algérienne. Les Toubous, présents dans la partie centrale et à l'est, procèdent à un contrôle des axes qui traversent la frontière tchado-libyenne. Les deux communautés cohabitent sur une bande territoriale qui s'étend de la frontière nigérienne à la frontière de la Tripolitaine. Le pétrole sera aussi l'élément autour duquel s'uniront ces ethnies pour défendre leurs intérêts communs face aux avancées de l'armée du maréchal Khalifa Haftar.

Le chaos libyen va engendrer une lutte pour les revenus économiques — issus du pétrole ou des trafics — ainsi que pour la prise du pouvoir politique. Outre les profits provenant du commerce de l'or noir, la sécurisation des infrastructures pétrolières constitue une ressource conséquente pour les groupes qui en ont la charge. Dans le Fezzan, cette sécurisation des sites est assurée par les Toubous et les Touaregs. Cette fonction stratégique est utilisée dans les négociations entre le pouvoir central et les minorités ethniques. À plusieurs reprises, celles-ci ont pris en otage les infrastructures pétrolières pour faire valoir leurs revendications sociales et politiques et se voir reconnaître des droits longtemps ignorés sous le règne de Kadhafi.

À l'occasion de la seconde guerre civile libyenne, de violents combats ont lieu entre Toubous et Touaregs dans la localité d'Oubari, le bastion libyen de l'ethnie touarègue, à 200 km à l'ouest de Sebha. Ces conflits ont pour origine la prise de contrôle par les Toubous de la ville et des ressources pétrolières de sa périphérie. En dépit de la signature d'un accord de paix entre les deux communautés en novembre 2015, des heurts les opposent à nouveau quelques mois plus tard, laissant Oubari ravagée et faisant plusieurs centaines de morts dans les deux camps. Pour autant, à la même époque, Touaregs et Toubous font front commun pour faire valoir leurs revendications à propos de leur statut de minorité et de leurs droits à inscrire dans la nouvelle Constitution libyenne. En dehors de cette parenthèse, ils continuent à s'affronter autour du contrôle des deux principaux sites pétroliers de la région. Ils en auront tour à tour le contrôle jusqu'à l'offensive majeure de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar au début 2019.

Les avancées de l'ANL dans le Fezzan libyen aux alentours de Mourzouk, Sebha et Oubari vont finalement pousser les Touaregs et les Toubous à constituer des milices communes pour défendre les sites d'El-Feel, alors sous contrôle des Toubous et d'El-Sharara, aux mains des Touaregs.

C'est ainsi qu'en mai 2016, il est question de créer une armée nationale du sud. Cette initiative, portée par Ali Kana Souleymane, un chef militaire targui, fait écho au sentiment d'abandon que les ethnies sudistes éprouvent vis-à-vis du Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez Al-Sarraj. En dépit des affrontements qui les avaient déchirés les quatre années précédentes, les deux ethnies chercheront à s'unir sous le commandement du général Ali Kana. Il faudra néanmoins attendre début 2019 et le déclenchement de l'offensive de l'ANL sur le Fezzan pour que les deux ethnies se fédèrent pour défendre leur territoire, et que le général Ali Kana soit nommé par Tripoli chef militaire de la région.

FRONT COMMUN CONTRE HAFTAR

Bien qu'ayant opposé une résistance farouche aux troupes d'Haftar, Touaregs et Toubous ne seront pas en mesure de contrer durablement les avancées de cette armée, soutenue par la Russie et renforcée par des mercenaires étrangers. Leur opposition vis-à-vis de l'exploitation des ressources ou du positionnement envers les deux entités politiques rivales du nord vont reprendre le dessus et les fragiliser. La violence des combats, la puissance de leur adversaire ainsi qu'un soutien insuffisant du gouvernement de Tripoli les contraindront à céder du terrain à l'ANL et à s'accommoder de sa présence dans différents lieux stratégiques, dont les sites pétroliers.

Leurs divisions tiennent notamment au fait que le rapport de force entre les deux autorités rivales du pays n'a cessé d'évoluer. La redistribution des cartes qui en résulte est l'occasion tant espérée pour les deux ethnies de se faire une place dans cette société libyenne qui les a longtemps instrumentalisées et marginalisées, et de bénéficier d'un partage plus équitable des ressources pétrolières. Il s'agit par conséquent pour elles de ne pas se retrouver dans le camp des perdants lorsque s'amorcera la fin du conflit.

L'actualité laisse cependant présager que Toubous et Touaregs ne bénéficient pas de la reconnaissance pour laquelle ils se sont battus. Si le chaos économique que connaît le pays du fait de la crise sans précédent générée par la chute des revenus du pétrole libyen, et si les pressions exercées par les puissances étrangères que sont la Turquie (soutien du GNA) et la Russie (soutien du maréchal Haftar), ont pu amener les autorités rivales à s'asseoir autour d'une table de négociations, l'absence des minorités ethniques du sud du pays rend hautement improbable une sortie de crise durable. Afin de déboucher sur une solution négociée dans un conflit qui s'éternise, un Forum de dialogue politique libyen s'est tenu à Tunis du 9 au 15 novembre à l'issue duquel il a été annoncé l'organisation d'élections le 24 décembre 2021. Les Touaregs et les Toubous en ont été exclus.

Rojava, une expérience singulière dans une région en guerre

JEAN MICHEL MOREL - Orient XXI 28 DÉCEMBRE 2020

Dans le contexte dramatique de la guerre en Syrie, l'administration autonome de la Syrie du nord et de l'est a mis en pratique un contrat social voté en 2016 et basé sur un triptyque État-parti-peuple. Droits des personnes, liberté religieuse, économie sociale, industrie écologique : Pierre Bance raconte une expérience politique inédite au Proche-Orient.

Pierre Bance, *La Fascinante démocratie du Rojava. Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord*, Éditions Noir et Rouge, décembre 2020. 600 pages, 25 euros.

« *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.* » (Mark Twain). Pour qui ne connaît pas encore le rigoureux travail de recherche et d'analyse de Pierre Bance, docteur d'État en droit et spécialiste de la situation des Kurdes au Proche-Orient, le titre de son dernier ouvrage risque d'intriguer. Car un intitulé comme *La fascinante démocratie du Rojava* peut laisser penser qu'il s'agit d'une hagiographie sans nuance de l'expérience conduite dans le nord et l'est de la Syrie par les Kurdes et leurs alliés après qu'ils ont débarrassé cette région de l'Organisation de l'État islamique (OEI).

En fait, ce que relate Pierre Bance et qui fascinera le lecteur, c'est l'engagement de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes) dans la gestion démocratique d'environ un tiers du territoire syrien, sans doute de la moitié de son PIB et entre 5 à 6 millions de ses habitants. Une administration qui

avance des propositions novatrices dans les domaines du social comme du sociétal, s'efforce de régler les épineux problèmes du droit et de la justice et fait reculer le patriarcat, le tout dans des conditions peu propices à l'innovation : enchaînement des agressions turques², blocus économique organisé de concert par le Gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) et Ankara, atonie dans tous les domaines des membres de l'Union européenne et de l'ONU, se satisfaisant de déclarations sans suite tangibles⁸.

UNE DOUBLE RÉFLEXION THÉORIQUE

Pierre Bance nous prévient d'emblée : « *Trois acteurs font vivre la démocratie de la Fédération de la Syrie du Nord : l'État, le peuple, le parti.* » L'enjeu est donc d'importance puisqu'il faut articuler la direction politique du Parti de l'union démocratique (PYD) des Kurdes avec le respect du pluralisme ethnique dans les assemblées délibératives et décisionnelles de ce qui, bien qu'il en possède de nombreux attributs, ne se veut pas un État, mais une simple « administration ». Et par-dessus tout, avec l'expression sans contrainte des *desiderata* populaires sous la forme d'une démocratie directe.

Afin que ce dispositif complexe fonctionne et que les erreurs que l'histoire a connues à l'est de l'Europe ne se reproduisent pas, les Kurdes de Syrie et leurs alliés du camaïeu ethnico-religieux syrien s'appuient sur une double réflexion théorique : celle de Murray Bookchin, propagandiste américain de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire et celle d'Abdullah Öcalan, leader historique des Kurdes, promoteur du confédéralisme démocratique qui, depuis son île-prison turque d'Imrali, continue à penser la transition entre États totalitaires et confédérations dans lesquelles les peuples feront valoir leur point de vue en partant de la plus petite unité territoriale : la commune.

Cette double démarche est inscrite dans le contrat social voté en décembre 2016 lors d'une Assemblée constituante où étaient représentés 22 partis politiques. L'auteur entend conduire une lecture analytique de ce document de référence « *dans sa triple dimension du droit, de la pratique institutionnelle, de la critique politique* ». Pour ce faire, il pointe quand c'est nécessaire les apories et les contradictions du texte, mais relève aussi les réussites incontestables de son application pratique. Les deux exemples les plus patents sont celui de l'émancipation féminine et de la prise en compte du pluralisme ethnique et religieux ; deux données essentielles du projet de l'Aanes qui font qu'à la tête de toutes les instances de direction siègent un homme et une femme d'ethnies différentes.

Dotée de cet outil juridique, la fédération avance-t-elle vers le socialisme avec son lot de collectivisations et de nationalisations que d'aucuns jugent indispensables ? Pas exactement puisque l'article 43 du Contrat social prévoit que « *le droit à la propriété privée est garanti, sauf s'il contredit l'intérêt général, et il est régulé par la loi* ». Auquel s'ajoute une précision dans l'article 11 : « *La Fédération démocratique de la Syrie du Nord (...) adopte les principes de l'économie sociale et de l'industrie écologique* ». C'est sans doute insuffisant pour qui envisage de faire progresser une société à marche forcée, c'est déjà beaucoup si on l'évalue à l'aune du contexte culturel et idéologique du Proche-Orient.

DES COMPROMIS AVEC WASHINGTON, MOSCOU ET DAMAS

Environnée de régimes autoritaires, de théocraties conservatrices, de démocraties chaotiques, de dictatures dans lesquelles est affirmé le primat de la loi religieuse sur les lois civiles, la fédération attache une attention toute particulière aux droits des personnes. L'article 22 du Contrat social prévoit que « *la liberté de foi, de conscience, de pensée et d'expression ainsi que le droit à l'auto-organisation sont garantis pour tous.* » Des entorses ayant été constatées — en particulier dans le pluralisme politique —, des corrections ont été apportées afin que les opposants ne rencontrent aucune entrave à l'affirmation de leurs opinions ni à celle de leur organisation. Ces principes ne peuvent vivre que grâce à la garantie d'une justice impartiale et des forces de sécurité dont les comportements soient exempts de toute critique quant à l'exercice de la « *violence légitime* ». Par ailleurs, la peine de mort a été supprimée.

Dans sa partie historique, l'ouvrage n'évite pas la question sensible de la politique diplomatique et des compromis militaires des Forces démocratiques syriennes (FDS) avec les États-Unis comme avec la Russie. Il ne fait pas non plus l'impasse sur la complexité des rapports avec le régime de Damas qui maintient son exigence de l'intégration de la région gérée par l'Aanes dans son giron. Une exigence à laquelle la fédération n'entend pas souscrire, arguant que tout retour en arrière est impossible et que sa particularité doit être prise en compte — si ce n'est étendue au reste du pays — sans pour autant que l'autonomie qu'elle a si chèrement acquise ne l'incite à revendiquer l'indépendance.

Depuis longtemps, Abdullah Öcalan a évacué toute perspective d'un « Grand Kurdistan » ethniquement pur et nationaliste. L'heure est à ce que les Kurdes dans les quatre pays où ils constituent des minorités significatives — Turquie, Irak, Syrie, Iran — contribuent à penser la question de l'État-nation comme une nécessité transitoire avec, en perspective, son extinction au profit du municipalisme et de son apport à une démocratie vivante.

En conclusion de son ouvrage foisonnant, Pierre Bance, constatant que les nuages noirs continuent à s'accumuler au-dessus de « la Commune du Rojava », ne souhaite pas avoir écrit « *une nouvelle page de la mémoire des vaincus* » ; il préfère de beaucoup que nous considérions que « *Les Kurdes ne sont pas un peuple élu, à idéaliser, mais un peuple en révolution, à soutenir* ».

Guerre en Afghanistan : Qu'a appris l'OTAN de 20 ans de combats ?

Anna MULRINE GROBE - THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR BRUSSELS.

07 janvier 2021.

La guerre en Afghanistan semble toucher à sa fin. Qu'est-ce que l'OTAN, impliquée depuis le début des opérations dans ce pays, a appris de ses expériences?

Alors que la guerre la plus longue des États-Unis atteindra cette année la marque des deux décennies, l'une des premières affaires du président élu **Joe**

Biden consistera à trouver une voie à suivre en Afghanistan - et, par extension, une feuille de route pour la mission de l'OTAN dans le pays.

Ni les talibans ni Al-Qaïda ne figurent plus en tête de la liste des menaces à la sécurité nationale des États-Unis, et les responsables de l'OTAN ont également été clairs quant à leur conviction qu'ils ont de plus gros poissons à faire frire. Dans le nouveau rapport *Stratégie 2030* de l'Alliance, l'Afghanistan n'est mentionné que six fois sur 40 pages très chargées.

La guerre en Afghanistan est une mission sur laquelle le succès ou l'échec de l'OTAN dépendait autrefois. À ses débuts, la guerre était présentée non seulement comme une renaissance de l'Alliance après la guerre froide, mais aussi comme son évolution au XXI^e siècle. Plus maintenant !

Le nouveau programme de sécurité, selon le rapport, sera dominé par «de grandes puissances concurrentes, dans lesquelles des États autoritaires affirmés avec des programmes de politique étrangère révisionniste» - en d'autres termes, la Chine et la Russie - « *cherchent à étendre leur pouvoir et leur influence* ».

Pourtant, alors que l'OTAN se prépare pour la prochaine décennie, ses défis seront relevés par une alliance transformée, pour le meilleur ou pour le pire, par son expérience en Afghanistan et les leçons qu'elle y aura apprises. La question, disent les analystes, sera de savoir s'il choisit d'en tenir compte.

« **Habitudes de coopération et d'interopérabilité** »

L'Afghanistan est devenue la « mission phare » de l'OTAN avec l'invasion américaine en 2001, la première fois dans l'histoire que l'Alliance a invoqué l'article V, qui déclare qu'une attaque contre l'un est une attaque contre tous. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN était finalement composée d'alliés de plus de 50 pays, y compris des partenaires non OTAN.

Dans les premières années de la guerre, la plaisanterie courante parmi les forces américaines, cependant, était que la FIAS signifiait « *j'ai vu des Américains se battre* » ou « *j'ai pris un bain de soleil aux FOB* » (bases d'opérations avancées, qui sont fortement fortifiées et en grande partie sûres). La critique sous-jacente était que certains gouvernements alliés utilisaient des restrictions appelées « *mises en garde* » pour empêcher leurs troupes d'effectuer des missions de nuit, par exemple, ou de se déployer dans certaines régions plus violentes du pays - et, par conséquent, aux États-Unis et dans d'autres forces combattantes portaient une charge plus lourde.

Pourtant, la coopération a été une expérience de croissance pour l'Alliance, déclare Ian Lesser, directeur exécutif du *German Marshall Fund* à Bruxelles. « *Ces mises en garde ont à certains égards entravé la capacité de la FIAS à fonctionner, mais elle a néanmoins fonctionné et a beaucoup appris par là en termes d'habitudes de coopération et d'interopérabilité qui ont été testées chaque jour.* »

Dans le même temps, l'expérience a transformé les forces armées de nombreux pays membres de l'OTAN. En Allemagne, quelque 90 000 soldats se sont

déployés en Afghanistan au fil des ans. *« Il n'y a pas de général allemand aujourd'hui qui n'ait pas d'expérience militaire ou même de combat là-bas »*, déclare Markus Kaim, chercheur principal à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité à Berlin. Il en va de même pour une génération de soldats en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas et au Canada.

Les forces membres se sont habituées à collaborer sur le partage du renseignement et la planification de missions qui utilisaient des systèmes de haute technologie auxquels de nombreux pays n'auraient pas été exposés en temps de paix, déclare Anthony Cordesman, analyste de la défense au *Center for Strategic and International Studies*. Cela a conduit à une «bien meilleure appréciation des capacités alliées».

Et cela a conduit à une appréciation encore plus grande des alliés eux-mêmes - y compris des partenaires non membres de l'OTAN, dont beaucoup, comme l'Australie et la Corée du Sud, ont pris part à la guerre en Afghanistan.

« Si nous pensons à un engagement militaire de l'OTAN à l'avenir, nous le conceptualiserons non pas comme 30 pays membres de l'OTAN, mais comme une plate-forme lâche » qui comprend également d'autres organisations et des partenaires non membres de l'OTAN, dit le Dr Kaim. «L'OTAN a besoin de partenaires», dit-il, car «l'OTAN est consciente qu'elle ne peut pas se dérober aux changements politiques profonds que nous assistons. »

Le rapport OTAN 2030 met l'accent sur le fait de faire du bloc *« une « Alliance plus politique », ce qui signifie d'en faire un «lieu où les principales préoccupations de sécurité de toutes sortes sont discutées», dit le Dr Lesser. La région Asie-Pacifique, en particulier la Chine, en est un bon exemple. « C'est une reconnaissance du fait que la définition de ce qui a une incidence sur la sécurité euro-atlantique s'est considérablement élargie.»*

« La bonne chose à faire pour l'OTAN »

Cet accent mis sur la concurrence de grande puissance, associé aux différents niveaux de désenchantement pour les missions qui ne se terminent pas proprement, signifie que l'appétit pour le lancement à nouveau d'opérations militaires de sitôt différera dans toute l'alliance.

Cela commence par la question de savoir si les membres de l'OTAN considèrent l'Afghanistan comme un succès. *« Cela valait-il tous les efforts, le sang? La plupart des gens répondraient probablement «pas vraiment» », dit le Dr Kaim. Militairement, une alliance avec des armes impressionnantes a déraciné Al-Qaïda mais n'a pas vaincu les talibans, qui, bien que constituant une force de guérilla efficace, n'ont jamais été une menace hautement sophistiquée. Sur le front de l'édification de la nation, « Vous avez dépensé une somme incroyable pour réaliser remarquablement peu », dit le Dr Cordesman.*

Pourtant, la définition même du succès reflète les différentes cultures stratégiques au sein de l'OTAN. Alors que l'Amérique est profondément mal à l'aise avec l'idée de ne pas gagner, pour de nombreux alliés de l'OTAN, disent les analystes, il suffisait de faire preuve de solidarité, d'être présent et d'apporter une contribution.

Plus largement, l'Afghanistan était perçu comme «le prix à payer, et la bonne chose à faire pour l'OTAN en échange de l'assurance que ces pays obtiennent de l'alliance sur les menaces existentielles plus importantes auxquelles ils sont confrontés», dit le Dr Lesser. « *Le fait qu'ils aient été présents en Afghanistan fait simplement partie de la police d'assurance, et vous devez payer ces primes au fil du temps.* »

Et même si la plupart des membres sont sortis de leur expérience afghane «plus prudents quant à l'exportation de la démocratie», reconnaît le rapport 2030, il soutient également qu'il est néanmoins « *vital* » que l'OTAN ne permette pas « *l'érosion* » démocratique.

Les causes et les coûts de la corruption

Pour que cela se produise, l'OTAN doit tirer certaines leçons clés de l'Afghanistan, y compris les effets corrosifs de la corruption - et la manière dont les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN peuvent l'encourager par inadvertance, déclare le colonel à la retraite John Agoglia, ancien directeur aux États-Unis de l'Institut des opérations de maintien de la paix et de stabilité de l'armée et du Centre de formation à la contre-insurrection en Afghanistan, tous deux à Kaboul.

Les milliards de dollars occidentaux à écoulement libre qui ont afflué en Afghanistan après l'invasion ont rendu la corruption et la fraude faciles et banales. « *Nous devons comprendre comment nous investissons de l'argent dans un environnement - à qui nous le donnons, quels sont les mécanismes de surveillance? Quels pourraient être les effets du deuxième et du troisième ordre?* »

La corruption « *a sapé la légitimité du gouvernement afghan, réduit son efficacité et créé une source de ressentiment pour sa propre population* », ce qui a à son tour entraîné le recrutement des Taliban et a rendu "beaucoup plus difficile" pour l'OTAN d'atteindre ses principaux objectifs de mission « **depuis la sécurité jusqu'à une gouvernance efficace** », a écrit Karolina MacLachlan, chargée de mission à *Transparency International* à Londres, dans la Revue de l'OTAN.

Dans le même temps, en renforçant certaines anciennes républiques soviétiques pour aider à résister à la sous-cotation et à l'influence démocratiques de la Russie, comme en Afghanistan, «nous pourrions avoir à traiter avec des gens qui ont du sang sur les mains, certains qui sont corrompus, d'autres qui essaient des réformes », déclare le colonel Agoglia. « *Nous avons beaucoup appris sur la compréhension des limites du pouvoir, sur la façon de le façonner au mieux et sur la façon de tirer parti de ce que vous pouvez obtenir - et cela ne sera pas toujours joli.* »

2020 : quel bilan de la politique extérieure de la Turquie ?

Didier Billion- IRIS 12/01/2021

Au cours de l'année écoulée, la Turquie s'est trouvée au centre de multiples tensions et conflits qui affectent les équilibres régionaux. Syrie, Libye, Méditerranée orientale, Haut-Karabakh constituent en effet autant de dossiers au sein desquels le pays prétend à un rôle central et dans lesquels il est activement intervenu. Un éditorialiste réputé considérait même sur les ondes de *France Inter*, le 28 décembre dernier, que la Turquie était la puissance de l'année 2020.

Il est fréquemment fait appel aux concepts de néo-ottomanisme et d'expansionnisme pour caractériser la politique initiée par Ankara, ce qui, si les mots ont un sens, placerait ainsi Recep Tayyip Erdoğan dans une logique de conquête territoriale et donc de modification des frontières. Or, même si de nombreux discours du président turc font effectivement référence aux anciens territoires ottomans, il convient néanmoins de distinguer ce qui relève d'une rhétorique souvent belliqueuse, et il est vrai singulièrement préoccupante, de la dure réalité des rapports de force et des véritables objectifs et capacités de la Turquie. Si un empire, quel qu'il soit, est par essence expansionniste, peut-on considérer que c'est le cas de la République de Turquie aujourd'hui ? Assurément non. Il s'agit donc de raison garder et de ne point se laisser entraîner dans de stériles polémiques qui empêchent de saisir lucidement les dynamiques politiques à l'œuvre.

Pour autant, la Turquie possède désormais une incontestable politique d'influence, elle-même favorisée par la prise de conscience de sa propre puissance. Il n'est plus question désormais pour elle d'accepter une quelconque forme de résignation et/ou de statut de deuxième classe. Les régulières philippiques de Recep Tayyip Erdoğan à l'encontre du Conseil de sécurité, arguant du fait que le monde ne peut plus être dirigé par cinq États seulement, sont profondément symptomatiques de l'état d'esprit des dirigeants turcs. Désormais, la politique extérieure d'Ankara aspire à se déployer à 360 degrés et, à l'image de nombreux autres États qualifiés d'émergents, est décidée à faire entendre sa voix sur la scène internationale. Cette aspiration s'inscrit de plain-pied dans les nouveaux paradigmes des relations internationales au sein desquels les puissances occidentales ne sont plus désormais en situation d'imposer leurs volontés et leurs politiques au reste du monde.

Des interventions régionales aux logiques différentes

Pour en revenir aux questions régionales, il semble impératif de sérier les différents dossiers dans lesquels la Turquie s'est impliquée au cours des derniers mois, dans la mesure où chacun d'entre eux renvoie à des enjeux et des objectifs non réductibles les uns aux autres et au sein desquels ne prévalent pas les mêmes logiques.

Tout d'abord, la politique syrienne de la Turquie est principalement guidée par la question kurde qui, à ses yeux, revêt une dimension existentielle. L'erreur principale d'Ankara réside dans sa volonté de réduire cette question kurde à celle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de ses affidés, en l'occurrence le Parti de l'union démocratique (PYD) influent dans le Nord et le Nord-Est de la Syrie. Obsédée par le fait que la pérennisation de l'autonomie des territoires sous contrôle de ce dernier risque d'induire des conséquences sur le mouvement nationaliste kurde en Turquie même, Ankara n'a alors pas hésité à multiplier les incursions contre les zones sous contrôle du PYD en Syrie. À l'instar de l'interventionnisme de tant d'autres puissances, les opérations militaires turques sur le sol syrien n'ont jamais bénéficié du moindre mandat d'aucune instance internationale et ne permettront pas de résoudre une question qui reste avant tout politique.

L'intervention militaire de la Turquie en Libye au cours du premier trimestre 2020 relève d'une autre dimension qui s'inscrit dans la logique de l'accord contracté entre Ankara et Tripoli au mois de novembre 2019. Il convient de souligner qu'en la matière la Turquie soutient le gouvernement de Fayez El-Sarraj, porté sur les fonts baptismaux par l'ONU elle-même. En ce sens, la politique turque à l'égard de la Libye, si elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées, notamment d'ordre économique, ne s'inscrit aucunement contre le droit international. De fréquentes accusations de non-respect de l'embargo sur les livraisons d'armes ont par exemple été portées à l'encontre d'Ankara. Bien que parfaitement recevable, cette critique aurait néanmoins beaucoup plus de poids si elle était adressée de la même façon à l'ensemble des États ne respectant pas l'embargo décidé par l'ONU.

Mais le paramètre essentiel qui permet de comprendre l'intérêt porté à la Libye par Ankara renvoie plus fondamentalement à la Méditerranée orientale et la délimitation des eaux territoriales. Depuis des décennies un contentieux persiste effectivement à ce sujet entre la Grèce et la Turquie. En dehors des périodes de tensions récurrentes, une sorte de *statu quo* semblait prédominer, mais la découverte de gisements de gaz *offshore* a rebattu les cartes et considérablement avivé les rivalités. Il semble judicieux de distinguer la forme et le fond dans ce dossier. Sur la forme, le ton et les postures bellicistes de Recep Tayyip Erdoğan ne sont pas acceptables. Sur le fond, considérant la topographie régionale, force est d'admettre que l'exigence turque de trouver une application particulière du droit maritime international, ainsi que le refus de voir la mer Égée transformée en lac grec, sont recevables. Un autre irritant concerne l'avenir de l'île de Chypre pour laquelle il semble urgent que l'ONU prenne de nouvelles initiatives, à l'image de ce qu'avait fait Koffi Annan en 2004 en contribuant à organiser un référendum sur l'île. L'Union européenne, désormais juge et partie, ne peut plus pour sa part se poser en médiatrice efficiente.

Le Haut-Karabakh, enfin, relève encore d'une autre logique. La Turquie fait indéniablement partie des bénéficiaires de la guerre de quarante-quatre jours qui a affecté le Caucase du 27 septembre au 10 novembre 2020. Soutien de longue date des revendications de l'Azerbaïdjan, considéré comme un pays frère, elle a largement aidé à la modernisation de son armée au cours des dernières années.

Son rôle dans la victoire azerbaïdjanaise lui a notamment permis de renforcer son importance géopolitique dans le Caucase. La création du corridor entre le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan lui assure, en outre, de bénéficier d'une forme de continuité territoriale et de créer un lien plus rapide entre la mer Noire et la mer Caspienne afin de faciliter et sécuriser l'acheminement vers les marchés européens du gaz azerbaïdjanais provenant de cette dernière par le gazoduc transanatolien (TANAP). Pour autant, il serait erroné de considérer qu'il en découle une sorte de lien de domination turque à l'égard de Bakou, et il ne faut pas sous-estimer, à l'inverse, l'importance que revêt l'Azerbaïdjan pour Ankara en matière de fournitures d'hydrocarbures et d'affirmation de son rôle de *hub* énergétique.

Quid de la relation à la Russie ?

Dans ce bref panorama de la politique régionale de la Turquie, une question se pose quant à ses rapports avec la Russie. En effet, si les relations entre Ankara et Moscou semblent filer un cours harmonieux, les événements de ces dernières années démontrent toutefois qu'il ne peut y avoir ni alliance stratégique ni rupture complète entre la Russie et la Turquie. En outre, la crainte parfois exprimée d'une alliance russo-turque pouvant s'opposer à l'Occident se fonde sur une perception faussée de leur place et de leurs objectifs sur la scène internationale.

Par bien des aspects, les deux pays peuvent certes présenter un profil similaire : tendance autoritaire et personnalisée du pouvoir, relations heurtées avec l'Union européenne et les États-Unis, rapport nostalgique à un passé glorieux et volonté d'affirmation sur la scène internationale. Mais si leurs intérêts peuvent se mutualiser, la Russie et la Turquie ne relèvent pas de la même catégorie d'acteurs. Alors que Moscou retrouve progressivement sa place sur la scène internationale, Ankara continue pour sa part de la chercher. Cet état de fait induit ainsi une asymétrie persistante qui débouche sur des tensions récurrentes entre les deux pays, que les intérêts politiques et économiques mutuels ne parviennent pas à obérer. Preuve en est que le retour de la Russie au centre du jeu international s'est réalisé, ces dernières années, aux dépens de la volonté turque de s'affirmer comme *leader* régional. À travers notamment son action dans la crise syrienne, Moscou entretient désormais des relations avec tous les acteurs régionaux et dispose aujourd'hui du rôle central que la Turquie souhaite atteindre.

Si les deux puissances soutiennent des camps opposés en Syrie et en Libye, elles n'en sont pas moins parvenues à trouver un *modus vivendi* et des compromis satisfaisant leurs intérêts nationaux respectifs. La relation est toutefois plus complexe dans le Caucase que Moscou considère encore comme relevant de sa zone d'influence stratégique naturelle. La Russie perçoit donc d'un œil circonspect la concurrence de la Turquie qui a su profiter du conflit pour s'y imposer comme acteur à part pleine et entière et qui a ainsi affaibli l'hégémonie russe.

Quid des alliances traditionnelles de la Turquie ?

Se pose enfin la question des relations avec les puissances occidentales que les initiatives de la Turquie agacent et inquiètent. La relative mansuétude dont Ankara

a pu bénéficier de la part de l'administration Trump risque fort d'être moins affirmée avec l'accession de Joe Biden à la présidence des États-Unis. La question de l'achat de système de missiles S-400 russe est certainement le facteur de tensions le plus délicat. Néanmoins, au sein des milieux qui élaborent la stratégie des États-Unis, la Turquie reste toujours un pays de première importance. Rappelons qu'elle dispose de la deuxième armée de l'OTAN par le nombre de ses soldats, qu'elle met à la disposition de ses alliés sa base d'Incirlik où sont entreposées des armes nucléaires, qu'elle continue à contrôler les Détroits, et qu'elle est le seul État culturellement musulman membre de l'Alliance atlantique. En un mot, elle continue d'être un *hub* eurasiatique incontournable pour la politique régionale états-unienne.

Du point de vue des intérêts des puissances occidentales, le statut de pivot que possède *de facto* Ankara doit être préservé. La confiance a indéniablement été écornée, mais les intérêts mutuels restent forts, et la Turquie demeurera dans l'OTAN, même si elle peut y jouer parfois le rôle de trublion, à l'image, toute chose égale par ailleurs, de la politique du général de Gaulle en son temps.

C'est probablement avec l'Union européenne (UE) que les difficultés sont les plus sensibles. Les tensions se manifestent pourtant à un moment où la Turquie s'interroge plus qu'on ne le pense communément sur son propre avenir. L'attitude de l'UE pourrait s'avérer, à cet égard, capitale. Des gestes modifiant le cours politique suivi par le gouvernement d'Ankara sont légitimement escomptés, mais l'UE ne saurait non plus continuer à conditionner le moindre contact au respect, certes indispensable, des critères élaborés par elle-même et que tous les démocrates turcs partagent. Le paradoxe serait qu'au nom de ces principes l'UE n'abandonne ces derniers alors même que la volonté d'adhésion est encore partagée par une majorité de la population.

Le nécessaire maintien des relations avec la Turquie ne signifie pas pour autant que l'objectif d'adhésion doive être réaffirmé comme un impératif à court terme. Il est donc urgent de ne pas ajouter à des difficultés réelles une dramatisation inutile. Il convient *a contrario* de conserver son sang-froid tout en ne manquant pas de rappeler à la Turquie que l'on ne peut pas prétendre faire partie d'un ensemble comme l'UE sans en respecter les engagements. Il faut alors avoir le courage de dire à la Turquie qu'il n'y a pas, à son égard, de problème culturel, mais, éventuellement, des difficultés politiques, car il s'agit en l'occurrence de défendre avant tout des principes. Nous ne ferons que formuler une banalité en répétant qu'une telle assertion nécessite de radicalement refonder les modalités de la construction européenne, ce qui n'est certes pas une mince affaire, mais constitue la seule solution qui nous permettrait de relancer une forme de relation apaisée et plus positive avec Ankara.

Entre la Turquie et les pays du Golfe, le début d'un réchauffement

OLJ / Par Noura DOUKHI 13 janvier 2021

Après des années d'hostilité à l'égard de Riyad et d'Abou Dhabi, Ankara pourrait initier un rapprochement, poussé par la proposition de médiation qatarie.

« En tant que partenaire stratégique du Conseil de coopération du Golfe et en accordant une grande importance à la sécurité et à la stabilité dans la région du Golfe, la Turquie continuera à soutenir tous les efforts dans ce sens », s'est empressé de déclarer le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué publié immédiatement après l'annonce saoudienne de la réouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes avec le Qatar, le 4 janvier, précédant la réconciliation scellée entre Doha et les autres pays du CCG. Alors qu'Ankara, allié indéfectible de Doha, a été parmi les premiers à applaudir la réconciliation des pays du Golfe, sa nouvelle position contraste fortement avec le ton respectivement adopté ces dernières années par la Turquie et l'Arabie saoudite l'une envers l'autre, signe d'un possible rapprochement à venir entre les deux pays. « Il pourrait y avoir une baisse générale de tension entre Riyad et Ankara au vu de la modération de leur couverture médiatique.

Cela pourrait constituer un point de départ pour un rapprochement politique », commente pour L'Orient-Le Jour Kristian Coates Ulrichsen, chercheur sur le Moyen-Orient à Chatham House. La Turquie a notamment trouvé son intérêt dans l'accord du CCG, alors que Riyad et ses alliés ont abandonné les 13 demandes adressées en 2017 au Qatar en échange de la levée de leurs restrictions, parmi lesquelles figurait la fermeture de la base militaire turco-qatarie. Lundi dernier, Doha s'est également dit prêt à servir de médiateur entre son allié turc et son nouveau partenaire saoudien. « Si ces deux pays voient que l'État du Qatar a un rôle dans cette médiation, alors il est possible de le faire », a suggéré l'envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères du Qatar pour la lutte contre le terrorisme et la médiation dans le règlement des différends avant d'ajouter : « Il est dans l'intérêt de tous qu'il y ait des relations amicales entre (tous) ces pays. » La veille, ce sont les Émirats arabes unis qui, par la voix de leur ministre d'État aux Affaires étrangères, Anwar Gargash, ont laissé entendre qu'un réchauffement des relations entre Abou Dhabi et Ankara était possible.

Le ministre a affirmé que tout accord allant dans ce sens « respecterait la souveraineté mutuelle », mais il a également appelé la Turquie à se retirer de sa position de « principal soutien » des Frères musulmans, que les Émirats arabes unis tiennent pour leur bête noire. Depuis leur fuite hors d'Égypte en 2013, plusieurs membres et leaders de la confrérie des Frères musulmans, considérés par Abou Dhabi et Riyad comme un groupe terroriste et une menace pour la stabilité dans le monde arabo-musulman, ont trouvé refuge en Turquie.

Les deux alliés du Golfe, qui ont imposé un blocus au Qatar pour sa proximité avec le mouvement frériste et l'Iran, s'opposent aux liens qu'entretient Ankara

avec ces derniers. Les deux parties soutiennent également des camps rivaux en Égypte et en Libye et affichent un désaccord sur plusieurs questions régionales, comme en Syrie et en Irak. « Le mélange d'islam et de politique a été un point de divergence entre Ankara et Riyad et surtout Abou Dhabi ces dernières années, et la Libye est particulièrement devenue un point de rupture qui a conduit les Émirats arabes unis et la Turquie dans deux chemins opposés », ajoute Kristian Coates Ulrichsen. Alors qu'Abou Dhabi s'oppose à toute forme d'islam politique, Ankara s'appuie quant à lui sur des rapprochements avec des formations tels que les Frères musulmans. Des liens qui pourraient entraver un possible rapprochement avec les pays du Golfe. « À ce stade, seule une amélioration progressive et superficielle est à prévoir et non un rétablissement des liens car les attentes des pays du Golfe, à savoir la fin du soutien turc aux Frères musulmans, sont irréalistes.

La Turquie ne mettra pas la pression sur ces derniers et ne fermera pas les chaînes télévisées affiliées au mouvement qui émettent depuis le pays comme le souhaitent les alliés du Golfe », observe Sinan Ulgen, spécialiste des affaires internationales turques au Carnegie Europe à Bruxelles, interrogé par L'Orient-Le Jour. La rivalité turco-saoudienne s'explique surtout par le fait que les deux pays se disputent le titre de modèle de l'islam politique sunnite et veulent tous deux prendre la tête du leadership sunnite. La concurrence politico-religieuse entre Ankara et le royaume wahhabite s'appuie sur des justifications historiques, alors que l'Empire ottoman contrôlait la région où se trouvent les villes saintes de Médine et de La Mecque, aujourd'hui situées en Arabie saoudite, et que les sultans ottomans se considéraient comme les dirigeants de la Oumma, la communauté des musulmans.

Aventurisme

Pour autant, malgré cette rivalité, Ankara a plus que jamais intérêt à calmer le ton et apaiser ses relations avec ces derniers. « La nouvelle approche et le changement de position turcs vis-à-vis des pays du Golfe doivent être replacés dans le contexte de ce qui s'est passé ces derniers temps dans la politique étrangère d'Ankara. Le pays affiche une réelle volonté de redresser ses relations les plus conflictuelles car il s'est rendu compte qu'elles étaient contraires à ses intérêts économiques. Cela s'observe notamment à l'égard d'Israël, de l'Égypte et maintenant des pays du CCG », ajoute le spécialiste. L'aventurisme turc en Libye, en Méditerranée orientale ou encore au Haut-Karabakh se paie au prix fort. Ankara a dépensé des centaines de millions d'euros ces dernières années pour accroître ses capacités militaires et assiste en parallèle à l'effondrement de sa livre, qui a perdu près du quart de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année 2020. À une semaine de l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, la Turquie pourrait également avoir intérêt à nouer de nouvelles alliances régionales. Marquant une rupture avec la relation personnelle entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan, qui a penché en faveur d'Ankara sur plusieurs dossiers, la nouvelle relation turco-américaine s'avère bien moins favorable au Reis turc. Joe Biden avait notamment déclaré, au cours d'un débat organisé en novembre dernier, qu'il adopterait en cas de victoire à la présidentielle une ligne dure à l'égard du président turc. « Je lui ferai savoir qu'il paiera un lourd tribut pour ce

qu'il a fait », avait-il dit à propos de la campagne turque menée dans le nord de la Syrie un an plus tôt.

La Turquie craint peut-être pour l'avenir de ses relations avec les États-Unis, alors que le futur locataire à la Maison-Blanche a nommé, vendredi dernier, au poste de conseiller pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale Brett McGurk, qui s'est opposé au régime d'Erdogan à de nombreuses reprises. Un réchauffement des liens avec les pays du Golfe permettrait à ces derniers de constituer un front anti-Téhéran, dans lequel la Turquie pourrait trouver son intérêt. De son côté, Riyad a également reçu des signaux de la part de Joe Biden qui laissent penser que les relations américano-saoudiennes vont être moins favorables à MBS que lorsque Donald Trump était au pouvoir. « La transition politique aux États-Unis est un facteur important dans ce possible rapprochement car elle réduit considérablement la portée de l'aventurisme régional et encourage un retour à des relations politiques et diplomatiques », conclut Kristian Coates Ulrichsen.

Pourquoi les EAU restent sceptiques face au Qatar

Abou Dhabi craint de voir un rapprochement entre Riyad et Ankara, facilité par Doha dans le sillage de la réconciliation du CCG

OLJ / Par Julie KEBBI 15 janvier 2021

Pour les Émirats arabes unis, deux scénarios étaient possibles à la veille du 41^e sommet du Conseil de coopération du Golfe la semaine dernière à al-Ula : emboîter le pas à l'Arabie saoudite en acceptant de renouer les liens avec le Qatar ou maintenir le blocus contre le petit émirat, quitte à se retrouver isolé de ses voisins. Tranchant avec le scepticisme publiquement affiché par Abou Dhabi au sujet d'un rapprochement avec Doha, la première option l'a finalement emporté. Fruit de la médiation du Koweït et des pressions américaines, cette réconciliation a été largement bien accueillie, après trois ans de divisions dans le sillage du blocus lancé par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte contre le Qatar, accusé de financer le « terrorisme » et d'entretenir des liens trop étroits avec Téhéran.

« Les EAU ont compris que l'Arabie saoudite irait de l'avant avec la levée unilatérale du blocus dans tous les cas et cela aurait été très mal vu par les Américains si Abou Dhabi s'était opposé à cette initiative. Il s'agit aussi pour Abou Dhabi de faire preuve de bonne volonté envers la nouvelle administration Biden », remarque Andreas Krieg, professeur au King's College de Londres, interrogé par L'Orient-Le Jour. Si la décision se veut pragmatique, « les EAU restent sceptiques à propos du Qatar et ils poursuivent leurs campagnes d'information anti-Qatar malgré le dégel de la crise », ajoute-t-il.

La démarche d'Abou Dhabi se veut prudente : si ce rapprochement devrait rebattre les cartes dans la région, il ne balaye pas pour autant les divergences de fond qui persistent entre les « frères » du Golfe. « Il y a des problèmes en suspens avec le Qatar qui nécessitent encore une coopération pour être résolus, cependant, la réouverture de l'espace aérien au Qatar est une étape positive pour rétablir la confiance », a déclaré dimanche le ministre d'État émirati aux Affaires

étrangères, Anwar Gargash. Si les frontières ont été rouvertes et les échanges commerciaux et les transports ont repris cette semaine entre le Qatar et les EAU, des groupes de travail devraient toutefois se réunir pour aborder les grands dossiers politiques régionaux de manière bilatérale.

Valeur stratégique

Alors que l'arrivée prochainement de Joe Biden à la Maison-Blanche annonce un certain refroidissement des relations saoudo-américaines, l'Arabie saoudite cherche activement à consolider un front anti-iranien, quitte à se rapprocher du Qatar et de la Turquie, face à un nouveau président américain qui devrait se montrer plus flexible avec Téhéran et plus ferme avec les autocrates du Golfe. Une stratégie qui ne s'inscrit pas dans les plans des EAU à l'égard du Qatar, avec qui le différend est avant tout idéologique. Proche des Frères musulmans et de la Turquie, la vision de Doha est dans la ligne de mire d'Abou Dhabi, qui tient l'islam politique pour bête noire.

« Les EAU sont sans aucun doute le seul acteur du "quartet" qui est resté le plus réticent à résoudre la crise avec le Qatar », constate Cinzia Bianco, spécialiste du Golfe au Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), contactée par L'OLJ. « Étant l'acteur le plus impliqué dans les théâtres régionaux où il est en conflit avec Doha ou les forces soutenues par le Qatar et la Turquie, Abou Dhabi n'approuvait pas pleinement la valeur stratégique d'une réconciliation avec l'émirat qui n'impliquerait pas de mécanismes le poussant à réduire considérablement son soutien géopolitique à la Turquie ou à d'autres acteurs au niveau régional », explique-t-elle. Engagés sur différents terrains, Doha et Abou Dhabi et leurs proxys se font notamment face en Libye, en Tunisie ou encore en Somalie. Des dynamiques qui devraient persister en dépit de la levée du blocus. « Il s'agit d'un conflit portant sur l'avenir du monde arabe et sur la manière de réorganiser la région après le printemps arabe », observe Andreas Krieg. « Abou Dhabi et le Qatar continueront de se trouver dans des camps opposés dans le cadre de ces conflits », estime-t-il.

Impact négatif

Estimant que la résolution du conflit entre les pays du Golfe n'était sur « la liste des priorités de personne », l'ambassadeur des EAU aux États-Unis, Youssef Otaïba, avait déjà déclaré en novembre que les pays de la région ont « un désaccord très philosophique sur ce à quoi nous voulons que notre région ressemble et nous ne nous sommes pas vraiment assis ensemble pour trouver la solution ». Bras médiatique de Doha fustigé pour sa couverture trop favorable aux Frères musulmans durant le printemps arabe, la fermeture d'al-Jazeera avait notamment été exigée dans une liste en treize points présentée en 2017 par Abou Dhabi et ses alliés pour la levée du blocus. Entre autres, la fermeture d'une base turque sur le sol qatari ou encore le versement d'indemnités aux victimes de la politique extérieure de l'émirat avaient également été demandées. Alimentant le scepticisme d'Abou Dhabi, Doha ne s'est finalement plié à aucune de ces conditions dans la déclaration d'al-Ula. Cité jeudi dernier par le quotidien britannique Financial Times sur les liens de l'émirat avec l'Iran et la Turquie, le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Mohammad ben Abderrahman al-

Thani, a aussi indiqué que la levée du blocus « n'a aucun effet sur nos relations avec aucun autre pays ».

Des circonstances qui font aussi craindre aux EAU un rapprochement entre l'Arabie saoudite et la Turquie, facilité par le Qatar. Si Ankara a été l'un des principaux soutiens de Doha face à ses voisins en 2017, le ton est descendu d'un cran récemment des deux côtés alors que les pays du Golfe concentrent leurs efforts contre Téhéran. À l'approche de l'investiture de Joe Biden, la Turquie cherche à apaiser ses rapports avec les autres puissances régionales face à une administration démocrate qui a déjà annoncé sa volonté de se montrer plus ferme à son égard. Si Riyad et les EAU multiplient les signaux pour un possible réchauffement de leurs relations avec Ankara, la position d'Abou Dhabi reste toutefois nuancée. « Le soutien de la Turquie aux Frères musulmans a un impact négatif sur ses relations avec les pays arabes », a souligné cette semaine Anwar Gargash, ajoutant que la Turquie devrait reconsidérer ses relations avec la confrérie.